

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNE DE VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-six juin, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
26 juin 2023**

Date de convocation : 20 juin 2023

Mise en ligne le : 20 juin 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 44 délibérations n°66-23 à 85-23 puis délibérations n°110-23 à 128-23, 45 délibérations n°86-23 à 109-23.

Nombre de votants : 54 délibérations n°66-23 à 85-23, 56 délibérations n°86-23 à 128-23,

Nombre d'absents : 6 délibérations n°66-23 à 85-23, 4 délibérations n°86-23 à 128-23.

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23) - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Georges MICHEL **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Jérôme BOULETIN à Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23)- Alain BELHOMME à Véronique MENCARELLI - Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI - Bernard BOSSAN à Jean-Pierre CAVIN - Joël BOTREAU à Serge ANDRIEU - Jean-Marc ISSARTIER à Bertrand de LA CHESNAIS - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON- Joséphine AUDRIN à Louis BONNET- Bruno GANDON à Gérard BORGIO - Patrice FLAGEAT à Audrey FRANQUET - Laurence BOSSERAI à Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°110-23)

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Caroline BALAS - Pauline DREANO - Michel MEFFRE- Jacqueline BOUYAC (jusqu'à la délibération n°85-23) - Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°85-23).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Frédéric TENON.

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°114-23

Objet : cadre de règlement des aides financières au bénéfice de familles d'enfants suivis par le service d'accompagnement au parcours de l'enfant

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°114-23

Objet : cadre de règlement des aides financières au bénéfice de familles d'enfants suivis par le service d'accompagnement au parcours de l'enfant

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de politique de la ville,

Vu le service d'accompagnement au parcours de l'enfant (anciennement parcours de réussite éducative) mis en œuvre par la CoVe,

Considérant que dans le cadre des actions du service, il est recouru à des prestations externalisées,

Considérant que ces prestations constituent des aides financières individuelles au profit des familles suivies par le service,

Vu le formulaire annexé à la présente délibération, exposant le dispositif, ses modalités d'application et de répartition de la prise en charge des prestations,

Considérant que ces prestations doivent être réglées par la CoVe, pour la partie prise en charge par la collectivité publique, selon le cadre adapté et indiqué par le trésor public,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la politique de la ville et aux actions solidaires, et vu le règlement du dispositif,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le cadre de règlement des aides financières au bénéfice de familles d'enfants suivis par le service d'accompagnement au parcours de l'enfant, et d'autoriser la présidente à le mettre en œuvre en lien avec le trésor public.

le secrétaire de séance,

Frédéric Tenon

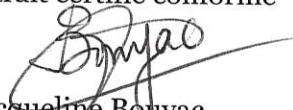


la Présidente,



Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme



Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Service D'Accompagnement au Parcours de
Demande de prise en charge

Envoyé en préfecture le 29/06/2023

Reçu en préfecture le 29/06/2023

Publié le 29/06/2023

ID : 084-248400053-20230626-DELIB114_23-DE



Intitulé de la demande

Favorable ☐ → Montant accordé €

Défavorable ☐ → Motif

Signature du responsable de service

NOM de l'enfant

Prénom

Date de naissance

NOM(S) et Prénom(s) responsable(s) de
l'enfant

Adresse

Objectif de la demande

Situation sociale de la famille

Quotient familial

Participation famille %

Montant sollicité €

Signature(s) responsable(s)
de l'enfant

Signature référent(e)
de parcours

Objectif de l'aide financière:

Envoyé en préfecture le 29/06/2023

Reçu en préfecture le 29/06/2023

Publié le 29/06/2023



ID : 084-248400053-20230626-DELIB114_23-DE

Le Service d'Accompagnement au Parcours de l'enfant (SdAPE) dans le cadre de ses missions et des objectifs de travail fixés, met en place des actions diverses et participe financièrement.

D'une part, ces actions peuvent être collectives, mise en place de sorties éducatives, pédagogiques, culturelles, spécifiquement conçues pour les enfants suivis par le SdAPE. Les actions collectives sont financées par le service intégralement.

D'autre part, lorsque le droit commun ne peut pas répondre à certaines problématiques, des actions individuelles peuvent être mises en place via des prestataires qui interviennent dans les champs de compétences requises, actions de santé utiles à l'enfant, ou activités éducatives, pédagogiques ou de loisirs. Dans ce cas, le SdAPE peut être amené à financer tout ou partie de ces actions dans la limite des crédits alloués.

Conditions d'attribution:

La prise en charge par le budget du SdAPE, des actions individuelles non organisée par le service, s'apparente à une aide financière individuelle. **Son attribution est fixée en fonction de critères de ressources (quotient familial CAF ou MSA[1]) mais aussi de l'évaluation sociale de la situation familiale.** Le paiement est réalisé directement auprès du prestataire. La situation financière et sociale de la famille est étudiée sur la base des déclarations de la famille, celle-ci atteste donc de l'exactitude des informations fournies.

Quotient familial	Participation des familles	Participation du SdAPE
0 à 400	10%	90%
401 à 800	20%	80%
801 à 1000	50%	50%
+ 1001	100%	0%

Procédure:

La demande d'aide est établie par la référente de parcours qui fait une proposition d'aide.

La famille s'engage à fournir le devis correspondant à l'action, son quotient familial CAF ou MSA ainsi que toutes informations permettant d'éclairer sa situation sociale.

La décision finale revient au Responsable de service qui étudiera les demandes sur la base des informations fournies.

[1] Le quotient familial est un outil de mesure des ressources mensuelles. Il tient compte à la fois des revenus professionnels et/ou de remplacement (indemnités, par exemple), des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées à des tiers comme l'Apl) et de la composition de la famille.